

21 nov 2003 -16:00

Conseil des Ministres du 21 novembre 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 21 novembre 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 21 novembre 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a, tout d'abord, mis l'accent sur l'approbation de deux notes concernant, d'une part, la simplification administrative et, d'autre part, l'informatisation de l'Etat. Ces notes seront déposées au Parlement la semaine prochaine (communiqué 1-2). Le Conseil des Ministres a aussi donné son approbation à quatre avant-projets de loi en matière électorale. Le Ministre de l'Intérieur les soumettra à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat (dans un délai de 5 jours ouvrables) (communiqué 7). Guy Verhofstadt a, par ailleurs, insisté sur l'accord intervenu afin de créer un encadrement humain à la tragédie de l'enfant mort-né (communiqué 5). Il a annoncé, d'autre part, un accord sur un nouveau système concernant les écobonis. Un amendement à l'avant-projet de loi programme doit permettre la mise en place d'un système plus clair et plus simple, basé sur une diminution de 21 à 6% de la TVA et sur la suppression des accises pour les boissons non-alcoolisées. Le système devrait entrer en vigueur au 1er avril. Il est envisagé une cotisation sur les emballages à usage unique ainsi qu'une exonération lorsque l'emballage peut être recyclé. Mais, pour ce dernier cas, le Ministre des Finances souhaite obtenir des garanties en matière de santé ainsi que de la part de l'Union européenne. Le Conseil des Ministres a également approuvé :- un avant-projet de loi concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux (communiqué 6) ;- la passation d'un marché pour la poursuite de l'implémentation des tableaux de bord consolidés du SPF Finances (communiqué 8) ;- le lancement de la procédure d'appel d'offres pour le nettoyage des bâtiments militaires du quartier Reine Elisabeth à Evere (OTAN) (communiqué 9) ;- une série de projets d'arrêtés royaux qui portent attribution de fonctions de management d'administrateur général ou administrateur général adjoint auprès de certains organismes publics de sécurité sociale (communiqué 10) ; - un projet d'arrêté royal relatif à la pondération des fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale (communiqué 11) ;- un projet d'arrêté royal instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux (communiqué 14) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents de travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (communiqué 15) ;- deux projets d'arrêté royal concernant la société anonyme de droit public Belgacom, d'une part, et le Fonds de vieillissement, d'autre part (communiqué 16) ;- un projet d'arrêté royal concernant les centimes additionnels à l'impôt des non-résidents (personnes physiques) et l'application des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques (communiqué 17) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à l' Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé (communiqué 18) ;- un projet d'arrêté royal fixant les rétributions et cotisations dues au Fonds budgétaire des matières premières et des produits (communiqué 19) ;- la position du Gouvernement belge quant à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la brevetabilité des inventions mises en ?uvre par ordinateur (communiqué 20) ;- un projet d'arrêté royal fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route (communiqué 21) ;- la prolongation, jusqu'au 31 décembre 2004, de l'existence du Service technique d'appui ferroviaire (STAF), formé de 18 agents détachés de la S.N.C.B. (communiqué 22) ;- un projet

d'arrêté royal modifiant certains arrêtés relatifs aux systèmes d'interruption de la carrière professionnelle et au crédit-temps en ce qui concerne les conditions de résidence (communiqué 23) ;- le financement d'une initiative dans la catégorie " diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit " (communiqué 24) ;- un avant-projet de loi relatif à la Convention belgo-croate sur la sécurité sociale (communiqué 25) ;- un avant-projet de loi relatif à la Convention belgo-philippine (communiqué 26) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie, tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir l'évasion fiscale (communiqué 27) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention belgo-australienne sur la sécurité sociale (communiqué 28) ;- la réforme pour améliorer l'accès à la justice (communiqué 32-33-34).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be